



MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS DE SERVICES

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

(RC)

**Communauté d'Agglomération Grand Calais, Terres et Mers
76 Boulevard Gambetta
CS 40 021
62 101 CALAIS CEDEX**

Marché relatif à l'exploitation et la maintenance des installations de chauffage, ventilation, climatisation et traitement d'eau de quatre structures du patrimoine communautaire.

Procédure adaptée en application de l'article 27 du Décret relatif aux Marchés Publics.

Date et heure limites de remise des offres : Mercredi 11 octobre 2017 à 11h30

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

| | |
|---|---|
| Article 1 - Acheteur | 3 |
| Article 2 - Objet de la consultation..... | 3 |
| 2-1-Objet du contrat | 3 |
| La consultation n'est pas allotie. | 3 |
| 2-2-Procédure de passation..... | 3 |
| 2-3-Forme du contrat | 3 |
| Article 3 - Dispositions générales | 3 |
| 3-1-Décomposition du contrat..... | 3 |
| 3-2-Durée du contrat - Délai d'exécution | 3 |
| 3-3-Lieu d'exécution..... | 3 |
| 3-4-Modalités de financement et de paiement..... | 4 |
| 3-5-Forme juridique de l'attributaire | 4 |
| 3-6-Délai de validité des propositions | 4 |
| 3-7-Variantes et prestations supplémentaires éventuelles (options) | 4 |
| Article 4 - Dossier de consultation | 4 |
| 4-1-Contenu du dossier de consultation | 4 |
| 4-2-Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique | 4 |
| 4-3-Modification de détail au dossier de consultation | 5 |
| Article 5 - Présentation des propositions | 5 |
| 5-1-Documents à produire | 5 |
| 5-2-Langue de rédaction des propositions | 6 |
| 5-3-Unité monétaire | 6 |
| 5-4-Conditions d'envoi ou de remise des plis | 6 |
| 5-5-Négociation..... | 7 |
| Article 6 - Jugement des propositions | 8 |
| Article 7 - Renseignements complémentaires | 9 |

Article 1 - Acheteur

Le pouvoir adjudicateur :

Adresse :
Communauté d'Agglomération Grand Calais, Terres et Mers
76, boulevard Gambetta
CS 40 021
62 101 CALAIS CEDEX
Téléphone : 0321195500
Télécopie : 0321195509
Site internet : <http://www.grandcalais.fr>

Article 2 - Objet de la consultation

2-1-Objet du contrat

La consultation porte sur les prestations suivantes :

Exploitation et maintenance des installations de chauffage, ventilation, climatisation et traitement d'eau de quatre structures du patrimoine communautaire.

La consultation n'est pas allotie.

2-2-Procédure de passation

La consultation est passée par procédure adaptée en application de l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

2-3-Forme du contrat

Conformément aux articles 78 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2017, la consultation donnera lieu à un accord cadre mono attributaire à bons de commande sans montant minimum et avec un montant maximum de commandes de 20 000 € HT pour la durée totale du marché.

Article 3 - Dispositions générales

3-1-Décomposition du contrat

Les prestations de service réalisées comprennent **la conduite et l'entretien (P2)**, ainsi que **la garantie totale (P3)**, dont les définitions détaillées figurent au cahier des charges.

3-2-Durée du contrat - Délai d'exécution

La durée du marché court à compter de la date de notification du marché jusqu'au **31 octobre 2019**.

3-3-Lieu d'exécution

Les prestations forfaitaires composant ce marché se dérouleront sur 4 structures situées sur le territoire de la Communauté d'Agglomération. La localisation exacte de ces sites est précisée dans le CCP.

3-4-Modalités de financement et de paiement

Le règlement des dépenses se fera par virement bancaire. Application des règles de la comptabilité publique et notamment du décret 2013-269 du 29 mars 2013.

3-5-Forme juridique de l'attributaire

Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, conformément à l'article 45-V-1 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

3-6-Délai de validité des propositions

Le délai de validité des propositions est de 120 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions.

3-7-Variantes et prestations supplémentaires éventuelles (options)

3-7-1-Variantes

Les variantes par rapport à l'objet du marché ne sont pas autorisées.

3-7-2-Prestations supplémentaires éventuelles (options)

Les candidats devront obligatoirement répondre à la PSE suivante :

Surplus financier lié à l'installation d'une chaudière à haute performance énergétique pour la Tour de Contrôle de l'Aéroport.

A défaut de réponse sur cette prestation supplémentaire éventuelle, l'offre sera déclarée irrégulière, conformément à l'article 59 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016. La Communauté d'Agglomération se réserve le droit de retenir ou non cette PSE lors de la notification du marché.

Article 4 - Dossier de consultation

4-1-Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- le règlement de la consultation,
- l'acte d'engagement et ses annexes,
- le Cahier des clauses particulières.

4-2-Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique

Conformément aux articles 39 et suivants du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante :

<http://www.klekoon.com>

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

4-3-Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'envoyer au plus tard **6 jours** avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

Article 5 - Présentation des propositions

5-1-Documents à produire

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

Justificatifs candidature

- Lettre de candidature-habilitation du mandataire par ses cotraitants ou modèle DC1
- La copie du ou des jugements prononcés s'il est en redressement judiciaire
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 45 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015
- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à les engager
- KBIS de moins de trois mois ou tout autre justificatif équivalent
- Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement ou modèle DC2
- Etat annuel des certificats fiscaux et sociaux
- Attestation d'assurance de responsabilité civile et professionnelle en cours de validité
- Certificats de qualifications professionnelles en lien avec l'objet du marché
- Liste des principales fournitures ou des principaux services effectués (3 dernières années) indiquant le montant, la date et le destinataire, prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique

Contenu de l'offre

- **Acte d'engagement et ses annexes**, cadres ci-joints à compléter, dater et signer par les représentants qualifiés de toutes les entreprises candidates ayant vocation à être titulaires du marché
- **Cahier des clauses particulières**, cahier ci-joint à accepter sans modification
- **Mémoire justificatif**, comprenant : outillage et équipement dont dispose le candidat pour la réalisation du marché, méthodologie de réalisation des différentes prestations, description de son organisation (dépannage, reporting, suivi des prestations, garantie totale...), organigramme fonctionnel de l'équipe associé aux différentes certifications et habilitations professionnelles...
- **RIB**

Conformément à l'article 55 - IV du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

5-2-Langue de rédaction des propositions

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

5-3-Unité monétaire

Le pouvoir adjudicateur conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

5-4-Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les candidats peuvent transmettre leur dossier par voie physique ou par voie électronique.

5-4-1-Modalités de transmission physique des plis

Le dossier remis par le candidat sera transmis sous plis cachetés

L'enveloppe extérieure portera les mentions suivantes :

| | |
|---|--|
| Objet de la consultation | Exploitation et maintenance des installations de chauffage, ventilation, climatisation et traitement d'eau de 4 structures du patrimoine communautaire. |
| "Ouverture réservée au service destinataire" - « NE PAS OUVRIR » | |

5-4-2-Adresse postale de remise des plis

Les plis pourront être adressés en courrier recommandé avec avis de réception postal ou par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de réception à l'adresse suivante :

| |
|--|
| Communauté d'Agglomération Grand Calais, Terres et Mers Service Marchés Publics 76 Boulevard Gambetta - CS 40 021 62 101 CALAIS CEDEX |
|--|

5-4-3-Adresse physique de remise des plis

Les plis pourront être déposés contre récépissé l'adresse suivante :

| | |
|---|-----------------------|
| Communauté d'Agglomération Grand Calais, Terre et Mers Service Marchés Publics 76 Boulevard Gambetta - CS 40 021 62 101 CALAIS CEDEX | |
| Horaires d'ouverture des bureaux | 8h à 12h et 14h à 17h |

5-4-4-Modalités de transmission électronique des plis

Les candidats peuvent effectuer à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie de sauvegarde doit être transmise dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde ».

Les candidatures et les offres doivent être transmises dans des conditions qui permettent d'authentifier la signature de la personne habilitée à engager l'entreprise dans les conditions prévues aux articles 1316 à 1316-4 du code civil et à l'article 3 du décret n° 2002-692 du 30 avril 2002.

Les candidatures et les offres doivent parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées sur la page de garde du présent règlement. Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ou qui contiendraient un virus ne seront pas retenus ; ils seront renvoyés à leurs auteurs.

5-4-5-Adresse électronique de dépôt

Les plis pourront être transmis électroniquement à l'adresse suivante :

| |
|--|
| www.klekoon.com |
|--|

5-5-Négociation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier. Cette négociation peut porter sur tous les éléments de l'offre.

Les offres inappropriées seront éliminées et ne seront pas retenues pour la négociation.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de retenir pour la négociation les offres irrégulières ou inacceptables. Si ce n'est pas le cas, ces offres ne seront pas retenues et ne seront pas classées.

Après examen des offres remises, le pouvoir adjudicateur effectue un premier classement. Au regard de celui-ci, il peut engager des négociations avec tout ou partie des candidats. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire passer des auditions aux candidats retenus.

A l'issue de la négociation, le pouvoir adjudicateur procède à une nouvelle notation, de laquelle découlera le classement final. Au regard des résultats de la négociation, la note finale pourra varier à la hausse ou à la baisse. Si les offres retenues pour la négociation restent irrégulières ou inacceptables à l'issue de la négociation, elles ne seront pas classées.

Toutefois, l'acheteur peut attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Article 6 - Jugement des propositions

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut en accord avec le candidat retenu procéder à une mise au point des composantes du marché sans que ces modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles notamment financières du marché.

Le choix de l'attributaire est fondé sur l'offre économiquement et techniquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

Le jugement des propositions sera effectué dans les conditions prévues à l'article 62 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 au moyen des critères suivants :

Critères de jugement des offres :

1. Valeur technique (pondération : 50 points)
2. Prix (pondération : 50 points)

| Rang | Critère de jugement des offres | Pondération |
|------|--|------------------|
| 1 | Valeur technique répartie de la manière suivante : <ul style="list-style-type: none">○ Nombre d'heures total dédié aux prestations P2 (15 points)○ Répartition du poste P2 par prestation (15 points)○ Répartition des prestations P3/1 et P3/2 (10 points)○ Qualité du matériel proposé dans le plan P3/2 (10 points) | 50 points |
| 2 | Prix des prestations : <ul style="list-style-type: none">○ Montant P2 (total € HT de l'annexe 3) (30 points)○ Montant P3 (P3/1 + P3/2, total € HT de l'annexe 4) (20 points) | 50 points |

Prix : 50 points

La note attribuée aux candidats pour le critère « prix » est établie sur la base de la formule suivante :

$$\text{Note attribuée au candidat} = \frac{\text{Offre la moins chère}}{\text{Offre du candidat}} \times \text{Pondération (50)}$$

Valeur technique : 50 points

La note repose sur l'analyse du mémoire technique.

Coefficients « valeur technique »

Très satisfaisant 1

Satisfaisant 0,7

Moyennement satisfaisant : 0,5

Insatisfaisant : 0,1

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération pour le jugement des offres.

Conformément à l'article 60 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

Article 7 - Renseignements complémentaires

Les candidats auront la possibilité de visiter les installations incluses au marché sur rendez-vous, au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres.

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront adresser une demande, au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des offres, au service suivant :

Direction du Patrimoine Bâti :

Monsieur Laurent DELETOMBE

Mail : laurent.deletombe@grandcalais.fr

Téléphone : 03 21 19 55 28

Service Marchés Publics :

Mail : marches.publics@grandcalais.fr

Téléphone : 03.21.19.55.00